

Ce matin, au Conseil des ministres, qui s'est tenu, vous le savez sous la présidence de M. Edouard Balladur, la situation du Rwanda a été longuement évoquée :

- la fin des combats, l'émergence d'un nouveau gouvernement et surtout la mobilisation tardive mais significative de la communauté internationale au vu des spectacles désolants que chacun a pu découvrir sur les écrans de télévision, tout cela a contribué à modifier profondément la situation antérieure où la France, dans son effort pour protéger les populations en proie à la panique et à l'exode, a entrepris de subvenir à leurs besoins essentiels, mais s'est trouvée un peu seule.

Un certain nombre d'entre vous, et je les en félicite, n'avaient pas attendu cette mobilisation médiatique pour venir sur le terrain et contribuer ainsi à nous aider.

D'autres, c'était leur droit, n'avaient pas caché qu'ils préféreraient attendre que ce soit la communauté internationale qui prenne le leadership de l'action humanitaire pour se manifester concrètement.

J'ai reçu hier une délégation que m'a envoyée le Haut commissaire aux réfugiés, Mme Ogata, en prélude à la visite qu'elle fera à M. le Premier ministre vendredi prochain. Cette délégation m'a confirmé la volonté du Haut commissariat de mettre très rapidement des moyens importants en faveur de l'ensemble des réfugiés du Rwanda.

Par ailleurs, ce matin, le directeur général de l'US AID, M. Atwood, est venu au Quai d'Orsay pour nous préciser différents aspects de l'approche de son gouvernement sur le problème rwandais. Son approche du problème est également très positive.

Les choses sont donc maintenant très claires :

- Le gouvernement français, est entré en contact aujourd'hui même avec le nouveau gouvernement rwandais. Sachant que le mandat des Nations unies donné à la France au titre de l'opération "Turquoise" se termine dans moins d'un mois, ce sera, soit la MINUAR, soit les autorités nouvellement constituées à Kigali, soit peut-être les deux de concert, qui auront désormais à répondre du devenir des populations qui se trouvent encore dans la zone humanitaire sûre, population évaluée à près d'un million de personnes, sachant cependant que ces chiffres se modifient d'heure en heure (dans un sens ou dans l'autre, puisqu'on a commencé à observer à Cyangugu des flux de réfugiés vers la région de Bukavu en territoire zaïrois).

Quoiqu'il en soit, qu'il s'agisse de la région de Goma ou du sud-ouest du Rwanda, encore dans la mouvance de l'opération "Turquoise", les conditions de subsistance, d'hygiène et de santé demeurent dramatiquement déplorables et les besoins à cet égard ne cessent de s'accroître impitoyablement :

Je suis obligée de dire que, dans toutes les zones dont il s'agit des gens meurent de faim, d'épuisement, ou du fait de maladies engendrées par la promiscuité et le manque d'eau potable et de soins qui pourraient rapidement dégénérer en épidémies redoutables.

Qui pourrait admettre que les organisations que vous représentez ne s'engagent pas plus avant pour remédier à cette catastrophe, alors même qu'aussi bien les Nations unies que le gouvernement français n'attendent

que vos propositions pour soutenir les initiatives que vous prendrez ?

Telle est ma préoccupation et il m'a paru nécessaire à nouveau de vous la faire partager.

Cela étant, je m'en voudrais de ne pas souligner, comme je l'ai fait ce matin au Conseil des ministres, la nécessité que tout soit fait de la part du nouveau gouvernement rwandais, de la part des organisations internationales et aussi je crois, de la part de vos organisations humanitaires. Mesdames et Messieurs, pour que l'aide à apporter à l'ensemble des réfugiés dispersés à l'intérieur et à l'extérieur du Rwanda, se situe dans une perspective forte du retour de ces gens dans leurs foyers et qu'ils y retrouvent leurs moyens d'existence antérieurs dans un climat de sécurité retrouvée. Il ne fait pas de doute que, s'il devait en être autrement, la présence durable de ces pauvres gens dans des camps de fortune sur le pourtour de l'Etat rwandais ou à l'intérieur des frontières de celui-ci, constituerait à la fois un drame insoutenable pour la communauté internationale mais aussi un risque de désordre plus grand encore pour les mois à venir dans la zone géographique concernée.

Aussi, je compte vraiment sur vous pour nous aider de toutes les manières possibles à poursuivre et atteindre cet objectif de retour à la paix civile au Rwanda.

PARIS, 21 JUILLET 1994

### **Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à la "chaîne de l'info" (LCI)**

#### **Situation au Rwanda - mission des troupes françaises - assistance humanitaire**

*Q - Peut-on dire aujourd'hui que la guerre au Rwanda est finie ?*

R - J'aimerais pouvoir le dire ; il semble que le Front patriotique rwandais ait atteint ses objectifs et qu'il contrôle aujourd'hui la quasi-totalité du territoire rwandais à l'exception de la zone humanitaire sûre dans laquelle se trouve l'opération Turquoise. Lorsque j'émetts cette réserve, je pense à tous ceux qui sont partis à l'extérieur : pour que la guerre s'arrête vraiment, il faut les rassurer, il faut qu'ils puissent regagner leur maison, leur village, leur foyer, et que le pays se stabilise ainsi, c'est la responsabilité du nouveau gouvernement qui vient de se constituer.

*Q - Pour les rassurer, lancez-vous un appel à ce nouveau gouvernement pour qu'il déclare qu'il ne va pas se livrer à une sorte de revanche ?*

R - Absolument, nous l'avons demandé publiquement, nous avons même décidé d'envoyer sur place, à Kigali, une mission constituée d'un diplomate de haut rang, le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et d'un militaire également, de haut rang également, le général Germanos pour dialoguer avec le nouveau gouvernement et voir dans quelles conditions la relève de l'opération peut être organisée, parce qu'il



n'est pas question pour nous de laisser des populations à la merci, de nouveau, de je ne sais quelle milice ou de je ne sais quel danger de massacre. Donc, les rassurer et que le gouvernement prenne sur ce point ses responsabilités.

*Q - Concrètement, cela veut dire quoi, du point de vue calendrier pour les troupes françaises ?*

R - Le calendrier est maintenu, nous avons une mission des Nations unies, nous ne sommes pas là-bas comme cela, nous sommes sous un mandat des Nations unies qui s'achève le 22 août. En toute hypothèse, à partir du 22 août, nous ne sommes plus mandatés, si je puis dire, pour intervenir. Le Premier ministre a toujours annoncé que notre retrait commencerait à prendre effet à la fin du mois de juillet, et c'est ce que nous préparons. Pour que les choses se passent bien, pour que dans la zone humanitaire sûre où nous avons sauvé des dizaines de milliers de vies humaines, où nous avons mis en sécurité un million et demi de personnes, pour que cela se passe bien, il faut d'une part que le gouvernement rwandais nouveau, je viens de le dire, assure la sécurité, il faut d'autre part que la force des Nations unies puisse peu à peu se déployer. Nous avons reçu, sinon l'assurance, du moins la promesse que d'ici la mi-août, mille à deux mille hommes de cette force des Nations unies viendraient sur le terrain et pour cela aussi nous sommes en contact permanent avec le Conseil de sécurité des Nations unies.

*Q - Est-ce qu'une partie des troupes françaises pourrait rester là-bas ?*

R - Il est possible qu'une partie de notre dispositif, non pas s'intègre à la MINUAR, donc à la force des Nations unies, puisque le FPR lorsqu'il était encore dans l'opposition ou dans la rébellion ne l'a pas souhaité, mais il est possible qu'une partie de notre dispositif assure une sorte de permanence logistique à la frontière du Zaïre.

*Q - Actuellement la mission de l'armée française est essentiellement humanitaire dans cette poche de sécurité ?*

R - Non, pas essentiellement : exclusivement. Nous avons bien dit que nous ne nous mêlerions en aucune manière du problème politique du Rwanda et que nous prendrions des mesures pour qu'aucune activité politique a fortiori militaire ne se déroule dans notre zone. Nous sommes là exclusivement pour protéger les populations. Il faut essayer de sauver des vies humaines, et c'est ce que nous avons fait.

*Q - Deux mille sept cents soldats français ne peuvent répondre à tous les problèmes humanitaires qui se posent aujourd'hui dans cette partie du Rwanda. Est-ce que vous avez le sentiment que les organisations humanitaires ont trop tardé ?*

R - Elle ont commencé à répondre à notre appel, je les ai réunies il y a une semaine, ici même à Paris, pour les sensibiliser à la situation. Le Premier ministre lui-même est allé, vous le savez, à New York, pour lancer un appel aux agences humanitaires des Nations unies, le Haut commissariat aux réfugiés, le programme alimentaire mondial, et nous voyons ce début de mobilisation s'instaurer aujourd'hui. Mais les problèmes sont immenses, non seulement dans notre zone - je l'ai dit,

il y a environ un million et demi de personnes pour la plupart déplacées ou réfugiées -, mais également à la périphérie du Rwanda, au Zaïre, en Tanzanie, au Burundi, où il est très difficile d'obtenir des sources sûres. Nous avons à nous occuper de plusieurs millions de personnes et cela n'est évidemment pas à la portée de la France seule. Il faut que les Nations unies s'y impliquent, et ceci a été décidé lundi à Bruxelles où on a dégagé des crédits importants pour aider à l'acheminement de l'aide humanitaire. Il faut enfin que les ONG soient en mesure d'intervenir. Vous le voyez, c'est une mobilisation de tous les acteurs internationaux, parce que c'est le désastre humanitaire le plus gigantesque que l'on ait connu depuis des décennies, des millions de personnes, on a jamais vu ça nulle part ailleurs.

*Q - L'opinion qui voit quotidiennement ces images terrifiantes se demande parfois ce qu'elle peut faire. Que peut faire l'opinion ?*

R - Je sais que l'opinion publique française est extrêmement sensibilisée parce qu'elle a un élan de générosité et de solidarité qui s'exprime, en toutes circonstances et particulièrement dans cette circonstance exceptionnelle, je veux insister là-dessus. Ce que l'on peut faire, c'est aider les organisations humanitaires, non gouvernementales, qui sont au travail. Je ne vais pas évidemment en donner la liste, ce serait signaler certaines plutôt que d'autres. J'aurai malgré tout une mention particulière pour la Croix-Rouge internationale qui est sans doute une des plus actives, depuis le plus longtemps au Rwanda même. Donc, tout effort de solidarité et de générosité vis-à-vis de ces organisations qui apportent de la nourriture, des médicaments, des vaccins, des procédés pour traiter l'eau dans les camps de réfugiés - les risques d'épidémies sont aujourd'hui considérables - tout geste de solidarité vis-à-vis de ces organisations permettra de soulager une partie de l'immense souffrance de ces populations.

PARIS, 21 JUILLET 1994

### **Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RTL**

#### **Présidence de la Commission de l'Union européenne - Parlement européen**

*Q - Alain Juppé bonjour ; on peut dire que l'alerte a été chaude et que le Parlement européen a voulu rappeler ainsi que désormais, il faudrait peut-être ajouter un 13<sup>e</sup> à table ?*

R - Une majorité est une majorité. Je me réjouis, en ce qui me concerne, que la candidature de Monsieur Santer soit maintenant définitivement acquise, pour 2 ou 3 raisons toutes simples : d'abord parce que c'est un Européen convaincu et que ça vaut mieux dans cette fonction, ensuite parce que c'est un homme d'expérience. Il a exercé depuis longtemps des responsabilités importantes et puis enfin personne ne le dit, mais ça n'est pas indifférent pour nous, c'est un ami de la France et je crois que ça compte aussi.